

Économie sociale et solidaire, la valeur de l'entraide

SOCIÉTÉ Regroupant des entreprises privées sous différents modèles - associations, coopératives, mutuelles, fondations -, avec plus de 8 000 emplois salariés sur l'île, l'ESS répond aux besoins quotidiens du territoire, à travers de nombreux secteurs d'activité et une « philosophie » qui place le service avant le profit

Souvent citée en exemple, l'économie sociale et solidaire (ESS) demeure pourtant assez mal connue sur bien des aspects. Hâtivement restreinte aux seuls domaines de l'humanitaire et du caritatif, elle recouvre en effet une pluralité de modèles et des secteurs d'activité diversifiés, des services aux entreprises et aux personnes jusqu'à l'industrie, en passant par l'agriculture, le commerce ou le bâtiment, entre autres.

« Un mode d'entreprendre différent, pour lequel le profit n'est pas la priorité »

Regroupant des entreprises privées organisées collectivement sous la forme de structures associatives (à 85,3 % sur l'île), de coopératives (8,1 %), ou encore de mutuelles (6,5 %), elle vise à répondre aux besoins quotidiens du territoire, en plaçant les notions d'utilité sociale, d'entraide et de service au premier plan.

« L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre différent, pour lequel le profit n'est pas la priorité, confirme Jean-Michel Miniconi, directeur de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress). L'idée directrice est d'apporter une solution à un besoin concret existant sur le territoire, auquel ne répondent pas les entreprises du secteur marchand, en raison du manque de lucrativité. Et qui échappe aussi aux compétences des institutions et



L'action sociale demeure en Corse le premier secteur employeur de l'ESS, dont les activités touchent des domaines diversifiés.

organismes publics. Sachant que ces structures génèrent aussi des fonds, comme une entreprise classique. Les fonds publics ne peuvent financer une association à 100 %, celle-ci devant dégager 20 % de fonds propres pour accéder à des financements publics. Les dimensions de service et de solidarité étant déterminantes dans toutes ces activités.»

Une « philosophie » particulière, qui trouve sa place sur l'île, où l'ESS regroupe 1 040 établissements employeurs pour un total de 8 064 emplois salariés (dont 71 % féminins), soit 10,7 % de l'ensemble des emplois du secteur privé, pour 6 889 équivalents temps plein et 217,3 millions d'euros de rémunérations brutes annuelles versées (hors charges patronales). Avec quelque 4 400 emplois recensés, l'action sociale demeure en Corse le premier secteur employeur de l'ESS. Laquelle est davantage représentée en Haute-Corse (5,5 % de l'emploi total du département) qu'en Corse-du-Sud (4 %).

« Dimension humaine » Pour autant, avec 7,5 % des effectifs salariés de l'île, la part de l'emploi ESS en Corse est l'une des moins élevée de France métropolitaine. De par ses spécificités, ses conditions de travail diffèrent par ailleurs du reste de l'économie, notamment en ce qui concerne la proportion de temps partiel (39,2 %), bien plus élevée que dans le reste de l'économie privée (16,8 %). L'ESS se caractérise aussi par une surreprésentation de contrats à durée déterminée, tandis que le poids des CDI (76,4 % de l'emploi) est moindre par rapport au reste de l'économie privée (81,7 %). Des disparités qui touchent également les revenus, dans la mesure où en moyenne annuelle, les salariés de l'ESS, plus particulièrement des structures associatives, perçoivent 14,7 % de moins que dans le reste du privé, et 5,4 % de moins que dans le public.

Studio 42°9 « Une philosophie qui donne du sens au travail »



Pour les quatre fondateurs de l'agence de communication Studio 42°9, à Bastia, le statut de Société coopérative de production (Scop) s'est imposé comme une évidence.

Créée en novembre 2021 à Bastia, l'agence de communication Studio 42°9 propose de multiples services et prestations, du digital au papier, des sites internet au print. Inscrite dans l'économie sociale et solidaire, elle prend la forme d'une Société coopérative de production (Scop). Un statut qui s'est imposé comme une évidence pour les quatre fondateurs et associés de la structure, tous trentenaires et ayant eu durant plusieurs années auparavant diverses expériences professionnelles en tant qu'employés au sein d'entreprises au fonctionnement plus « classique », ou comme auto-entrepreneurs. « Nous avons naturellement voulu nous investir de cette manière ensemble, en étant en même temps salariés et employeurs, explique Youssef Belhadi, qui a créé l'agence avec Mattea Ottaviani, Laura Voisin et Pierre-Louis Granarolo. Nous sommes convaincus que chaque avis compte et il nous tenait particulièrement à cœur de favoriser un environnement de travail dans lequel chacun peut évoluer librement, trouver sa place, être écouté et entendu. La Scop nous permet d'avoir ce modèle de société moins vertical et donc plus horizontal qu'une entreprise traditionnelle. » Au-delà de son statut, l'agence de communication met en avant

Mutuelle de la Corse « Investir pour les besoins du territoire »



Selon son directeur général, Bernard Ottaviani, la mutuelle vise à « aider les personnes en difficulté » à travers, notamment, le Cercle des entreprises solidaires.

Composante de l'économie sociale et solidaire, la Mutuelle de la Corse, qui compte environ 100 000 adhérents, représente plus de 80 emplois répartis en neuf agences et une plateforme téléphonique sur la région. « Ce sont des emplois que la mutuelle a tenus à conserver sur place en faisant le choix de ne pas délocaliser ou externaliser certains de ses services », souligne son directeur général, Bernard Ottaviani. Entreprise privée à but non lucratif, la Mutuelle de la Corse se donne comme axe prioritaire de « faire reculer le renoncement aux soins et permettre à la population de mieux se soigner, avec une cotisation la plus juste ». « La mutuelle paie plus d'un million d'euros par semaine de prestations aux professionnels de santé, ce qui engendre la garantie du règlement rapide des factures ainsi que la possibilité pour nos adhérents de se soigner sans avancer de frais », note encore le directeur général. Dans le cadre de l'ESS, la mutuelle joue également un rôle de financeur de certaines structures telles que des maisons de retraite ou des centres de santé. « La mutuelle investit pour son territoire, à travers l'UMCS (Union des mutuelles de Corse-santé) et les associations locales qu'elle soutient », poursuit Bernard Ottaviani.

Marlène Schiappa « La solidarité est, en Corse, très forte »



Marlène Schiappa lors de son discours sur l'économie solidaire en Corse le 8 décembre à Paris.

De nombreux responsables associatifs, chefs d'entreprise et élus insulaires étaient conviés récemment au ministère de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative. L'occasion pour la secrétaire d'État Marlène Schiappa d'annoncer sa venue prochaine dans l'île et de rencontrer les acteurs insulaires du secteur. Quel était le but de cet échange ? Étant moi-même corse, il est très important à mes yeux de réfléchir à la manière d'aider les insulaires. J'ai choisi la date symbolique du 8 décembre pour convoier un maximum de représentants et leaders du monde associatif à Paris, et de représentants de la diaspora. Toutes ces personnes ont exprimé le souhait de travailler ensemble. Cette soirée fut l'occasion, par exemple, pour un éventuel investisseur de rencontrer un porteur de projets ou une association afin de les aider à se faire connaître, à se financer et à avancer. Le but est de tisser des liens.



Une partie des invités, acteurs de l'économie solidaire, élus et représentants d'associations insulaires

« Tisser des liens, c'est aussi dialoguer avec tous les acteurs de la solidarité dans l'île ? Dans tous les ministères où j'ai œuvré, j'ai toujours eu à cœur de faire tout ce que je pouvais pour l'unité de la Corse et des CorSES. Je suis très bien à quel point il est facile de créer la division poli-

tique mais mon but est de réunir les gens de tous horizons, et de tous bords politiques. Votre volonté est de préserver ce contact avec les acteurs locaux. Qu'en est-il des discussions entre le gouvernement et les élus insulaires qui semblent plétiner depuis plusieurs mois ? Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin travaille sur la question institutionnelle. Pour ma part, mon rôle est de travailler pour soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Il y a une très belle et ancienne tradition de la solidarité dans l'île. Cette économie de la coopération, on la pratique depuis des siècles dans les villages et communes de l'île. Il est très important de voir comment se passe cette vie associative, les coopératives, le travail avec les élus. Il y a en Corse de nombreuses associations qui œuvrent. C'est pourquoi je serai en Corse courant janvier pour aller et leur rencontrer. Je décernerais des médailles à des bénévoles engagés pour valoriser leurs actions. Il faut mettre en avant le bénévolat. On doit contribuer à cette réflexion avec une nouvelle manière d'appréhender le travail avec plus de sens et des actions collectives. J'invite les représentants associatifs à contacter mon ministère pour proposer des personnes qui méritent de

Solidarités Taravo « Œuvrer en faveur de l'insertion »



François-Michel Casanova a créé son entreprise d'insertion à Pila-Canale.

Fondée il y a deux ans par François-Michel Casanova à Pila-Canale, Solidarités Taravo est l'unique entreprise d'insertion du territoire de la Pieve de l'Ornano et du Taravo. Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, la structure agréée s'engage notamment à instaurer une « gouvernance partagée » et à réinvestir ses bénéfices dans le développement de son activité. Un état d'esprit qui motive depuis son origine la démarche de François-Michel Casanova, dont l'ambition est précisément « d'investir dans un outil au service du territoire et de sa population, en l'occurrence des personnes en recherche d'emploi, afin de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle ». Conventionnée avec la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Corse-du-Sud (DDETSPP), l'entreprise Solidarités Taravo a par ailleurs été soutenue lors de sa création par Corse active pour l'initiative (Capi). Afin d'accompagner les demandeurs d'emploi à retrouver le marché du travail « classique », en fonction de leurs parcours, la structure propose des contrats d'insertion professionnelle de deux ans maximum, dans les domaines du ménage, du nettoyage, du lavage et repassage de linge, pour les particuliers et les collectivités. « Ces



La société offre des contrats d'insertion dans les domaines du ménage et du nettoyage aux demandeurs d'emploi.

Des exemples dans l'île ?

Je pense en particulier à des associations comme La Marie-Do avec Catherine Rieira et Inseme présidée par Laetitia Cucchi. Toutes ces structures mettent en avant l'action des bénévoles, elles doivent être encouragées. Enfin, notre troisième priorité sera de mieux reconnaître le travail des associations dans le domaine de l'économie solidaire grâce à la commande publique de l'État. De cette manière, l'économie solidaire pourra devenir un atout pour l'île. La présence de Jean-Michel Miniconi, directeur de la Cress Corse, était aussi là pour le rappeler. PROPOSCRECIUILLI PAR LAURENT CASASOPRANA